



Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot n° 3

Assurance « DOMMAGES AUX BIENS »

Cahier des Clauses Techniques Particulières

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- L'ASSURÉ
 - DURÉE DU CONTRAT
 - OBJET DE L'ASSURANCE – SITUATION DES RISQUES
 - ACTIVITÉS ASSURÉES
-
- TITRE I – DOMMAGES ASSURÉS
 - TITRE II – MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES
 - TITRE III – ÉVÉNEMENTS ET RISQUES ASSURÉS
 - TITRE IV – EXTENSIONS ET PRÉCISIONS DE GARANTIES
 - TITRE V – RESPONSABILITÉS ET RECOURS ASSURÉS
 - TITRE VI – CLAUSES PARTICULIÈRES

Conditions Particulières Assurance Dommages aux biens

→ L'ASSURÉ

HOPITAL INTERCOMMUNAL SOULTZ-ISSENHEIM

ADRESSE : 80 route de Guebwiller - 68360 - SOULTZ

REPRÉSENTÉ PAR : Monsieur SCHERRER Jean-Michel - Directeur de la direction commune des Hôpitaux Civils de Colmar, Guebwiller, Munster, Sultz-Issenheim, Ensisheim- Neuf-Brisach

Sont considérés comme assurés additionnels les œuvres sociales, les organismes de représentation interne du personnel, à défaut et en complément de couverture spécifique ;

L'assuré déclare agir tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra.
Il est convenu que la notion de tiers est maintenue entre les différents assurés.

→ DURÉE DU CONTRAT

Durée de marché : 3 ans

Date d'effet : 01/01/2026

Fin de marché : 31/12/2028

Échéance annuelle : 01/01

Préavis de résiliation : 4 mois avant l'échéance annuelle

→ OBJET DE L'ASSURANCE – SITUATION DES RISQUES

1 – OBJET DE L'ASSURANCE

Aux Conditions Générales mentionnées à l'acte d'engagement et aux présentes Conditions Particulières, lesquelles complètent, annulent ou remplacent toutes stipulations contraires ou moins favorables à l'assuré, l'assureur couvre les dommages touchant les biens assurés et consécutifs aux événements et risques garantis, ci-après définis, ainsi que les responsabilités et frais annexes consécutifs à ces dommages.

2 – SITUATION DES RISQUES

Un inventaire indicatif des bâtiments assurés est joint en annexe, l'assureur dispense l'assuré de plus amples désignations ou descriptions et reconnaît les déclarations insérées au contrat comme suffisantes pour lui permettre d'apprécier les risques qu'il prend à sa charge, et pour répondre aux obligations de déclaration des risques assurés.

Chaque année, l'assuré déclare, à la demande de l'assureur, la situation et la surface des bâtiments incorporés ou retirés de l'assurance.

A la production des incorporations et retraits, il est établi un avenant de régularisation de prime de l'exercice en cours, calculé sur la base du taux HT à l'échéance du contrat, appliqué au solde des surfaces des bâtiments incorporés ou retirés de l'assurance avec une perception ou une ristourne de prime, calculée au prorata temporis, frais et taxes en sus.

→ ACTIVITÉS ASSURÉES

Toutes les activités de l'Assuré y compris toutes les activités annexes de toutes natures et notamment toutes les opérations industrielles et commerciales ou financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'activité ou susceptible d'en faciliter le développement.

TITRE I – DOMMAGES ASSURÉS

Sont assurés, pour l'ensemble des garanties :

- les dommages matériels, c'est à dire les dommages qui portent atteinte à la structure ou à la substance de la chose, causés par un événement ou un risque assuré, atteignant :
 - o les bâtiments et biens immobiliers,
 - o les biens mobiliers – matériels – marchandises, etc....,
- les pertes et frais consécutifs à un événement ou un risque assuré,
- les responsabilités consécutives à un événement ou un risque assuré,

dans les conditions ci-après définies.

➡ LES BATIMENTS ET BIENS IMMOBILIERS

Sont garantis l'ensemble et la généralité des bâtiments, constructions, avec toutes leurs annexes, qu'ils soient contigus ou séparés, avec ou sans communication, de constructions, de couvertures et d'élévations diverses, appartenant à l'assuré ou dont il serait locataire ou occupant à quelque titre que ce soit, dans ces deux derniers cas, si besoin, les capitaux garantis serviraient à couvrir les responsabilités locatives ordinaires et le cas échéant les responsabilités locatives supplémentaires, ainsi que dépendances, aisances, aménagements intérieurs et extérieurs, embellissements, décoration et tous biens réputés immeubles par nature, destination ou incorporation, le tout édifié, en cours de construction ou à édifier ou posés sur des terrains qui sont ou peuvent être la propriété de l'assuré ou celle d'autrui, dans ce dernier cas, l'indemnité en cas de sinistre sera réglée comme si l'assuré était propriétaire du terrain.

Sont notamment compris dans cette rubrique les installations générales et techniques, clôtures d'enceintes, murs de soutènement, les éclairages et enseignes extérieurs, les monuments commémoratifs, édifices publics (fontaines, statues, columbariums, etc.) sanisettes, parcmètres, horodateurs, aires de jeux, éclairage public avec les boîtes de commandes, les antennes et relais de toute nature et d'une façon générale toutes les installations du même genre, et tout bien pouvant être considéré comme du mobilier urbain sans que l'assureur puisse se prévaloir d'une non-dénomination quelconque.

L'assuré peut être propriétaire, locataire ou occupant permanent ou temporaire de ces bâtiments, à quelque titre que ce soit. Dans ces deux derniers cas, les capitaux garantis serviraient à couvrir les responsabilités locatives ordinaires et, le cas échéant, les responsabilités locatives supplémentaires.

Il est convenu que si l'assuré se trouve dans la situation de locataire, cette rubrique le couvrira également de la perte financière sur les aménagements immobiliers qu'il pourrait subir, s'il y a résiliation de plein droit du bail, ou cessation de l'occupation, ou en cas de continuation du bail ou d'occupation, refus du propriétaire de reconstituer les aménagements tels qu'ils existaient au moment du sinistre.

Dans les conditions du TITRE VI, clause 7, la garantie est acquise aux établissements ou bâtiments incorporés chaque année, la déclaration s'effectuant annuellement ainsi qu'aux bâtiments qui auraient pu être omis non intentionnellement par l'assuré dans la liste annexée.

⇒ LES BIENS MOBILIERS – MATERIELS – MARCHANDISES, etc....

La garantie s'applique sans aucune exception ni réserve, à l'ensemble et à la généralité des objets composant les mobiliers et matériels de toutes natures, l'agencement et l'outillage, les dits objets comprenant ou pouvant comprendre notamment les effets et objets appartenant à l'assuré, au personnel, à tous tiers. Ces derniers pouvant être liés ou non contractuellement, ils bénéficieront de la présente garantie pour autant qu'ils ne seraient pas garantis par police spéciale, étant précisé que même dans ce cas ils se trouveront garantis en cas d'insuffisance de ladite police.

Il est toutefois convenu que les objets et mobiliers personnels des locataires sont exclus des garanties, sauf en cas de responsabilité de l'assuré, notamment lorsque l'assuré entpose dans ses locaux des biens meubles appartenant à des locataires expulsés ou disparus de leur logement.

En ce qui concerne les biens de l'assuré, ceux-ci sont également couverts lorsqu'ils sont confiés à un tiers à quelque titre que ce soit et également pour démonstration, foires, expositions, et dans tous les cas, sur le territoire continental français, dans les pays limitrophes ou membres de l'U.E.

Les biens de l'assuré sont également couverts lorsqu'ils sont confiés à un tiers, à quelque titre que ce soit, en tous lieux.

Sont donc notamment assurés les biens et marchandises :

- endommagés au cours de transport y compris dans un véhicule automobile
- vendus fermes, encore détenus au lieu d'assurance, mais prêts à être livrés et non assurés par leur acquéreur
- vendus avec clause de réserve de propriété, entreposés chez les acquéreurs, en tous lieux chez des tiers à quelque titre que ce soit.

Ces biens situés chez des tiers ne sont garantis, pour les risques garantis par le présent contrat, qu'en complément ou à défaut d'assurance souscrite par ailleurs.

L'assurance comprendra en outre les dégâts que les biens pourraient éprouver par suite de leur déplacement à la suite d'un sinistre, ainsi que les frais de déplacement et remplacement nécessités par le sauvetage.

Dans cette rubrique, sont également compris : tous travaux, agencements et installations effectués par l'assuré même s'ils peuvent être considérés comme immeubles par nature ou par destination et qui ne seraient pas sous la rubrique « Bâtiments » et notamment les biens situés sous la surface du sol, c'est-à-dire, les réservoirs, tuyaux, canalisations, conduites d'écoulement, galeries, câbles ou toutes autres installations et passages se trouvant sous la surface du sol.

Il est convenu que si l'assuré se trouve dans la situation de locataire (ou occupant à quelque titre que ce soit), cette rubrique, en tant que besoin, le couvrira de la « perte financière » qu'il pourrait subir s'il y a résiliation de plein droit du bail, ou cessation de l'occupation, ou en cas de continuation du bail ou d'occupation, refus du propriétaire de reconstituer les aménagements tels qu'ils existaient au moment du sinistre.

Nota : Cette rubrique couvre aussi le coût de reconstitution, rénovation ou sauvetage de supports d'information ou d'archives, de toutes natures.

➡ LES PERTES ET FRAIS

L'assuré est garanti des frais et pertes, listés ci-après, consécutifs à un sinistre garanti.

La garantie s'exerce à concurrence des frais réellement engagés, plafonnés au capital fixé pour la limitation contractuelle de l'indemnité et éventuelles sous-limitations indiqués au tableau des garanties.

Les frais et pertes couverts sont les suivants :

- La perte d'usage ;
- La perte de loyer ;
- Les frais de déplacement et de relogement ;
- Les frais de gardiennage et/ou de clôture ;
- Les frais d'assèchement, de pompage de l'eau qui se serait introduite dans les biens assurés, soit à la suite d'un dégât des eaux garanti, soit à la suite de l'extinction d'un incendie ;
- Les frais de démolition et de déblais, de stockage et de dépoussiérage, de décontamination, dépollution, assainissement ;
- Les frais exposés à la suite des mesures conservatoires imposées ou non par décision administrative, de mesures de prévention d'un sinistre ou de l'aggravation d'un sinistre notamment étalements, clôtures provisoires. Cette garantie s'étend aux frais de destruction ou de neutralisation des biens assurés, endommagés par un événement garanti, rendus obligatoires ainsi qu'aux frais de transport jusqu'aux lieux éventuellement désignés pour ce traitement ;
- Le remboursement de la prime d'assurance « Dommages ouvrage » et éventuellement de la garantie « Tous risques chantiers » ;
- Les frais nécessités par une mise en conformité des lieux et matériels avec la législation ou la réglementation en matière de construction ;
- Le coût de reconstitution des supports d'information de toute nature dont les archives, ces frais étant étendus aux frais de sauvegarde, de rénovation, de sauvetage, d'inventaire, de classement, de remise en ordre de documents ;
- Les honoraires d'experts, de décorateurs, de bureaux d'études et de contrôle technique, d'ingénierie et de coordinateur sécurité ;

PRECISION

Les honoraires et frais ci-après sont indépendants des frais et pertes ci-avant :

- Les honoraires d'expert de l'Assuré sont couverts dans les conditions du TITRE VI, clause 13.
- Les « Pertes indirectes forfaitaires » sont couvertes dans les conditions du TITRE VI, clause 16.
- Honoraires de maîtrise d'œuvre et/ou d'architecte : il est convenu entre les parties que les honoraires de maîtrise d'œuvre et/ou d'architecte sont compris dans le chiffrage des dommages et des indemnisations et ne figurent pas dans les pertes et frais listés ci-avant.

TITRE II – MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

1 – Principe général pour l'ensemble des garanties, extensions et conventions

Sur les bâtiments ou pour les risques locatifs, sur les biens mobiliers, matériels, et marchandises, ci-avant définis, les garanties sont accordées à concurrence du montant des dommages, selon la clause valeur à neuf mentionnée au TITRE VI, clause 15.

2 – Limitations particulières

Les candidats apporteront les montants les plus appropriés qu'ils sont à même de proposer.

EVENEMENTS	CAPITAUX PAR EVENEMENT
<i>Capitaux accordés en premier risque avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.</i>	
Limitation contractuelle de l'indemnité (L.C.I), au titre d'un même sinistre	25.000.000€
<i>Pour les événements, garanties ou biens non listés ci-après, seule la L.C.I s'applique</i>	
LIMITATIONS PARTICULIERES	
Dégâts des eaux	L.C.I
Dont Gel des canalisations	25.000€
Dont Frais de recherche de fuite	25.000€
Dont Pertes d'eau	25.000€
Vol - Vandalisme	200.000€
Dont vol pour les fonds et valeurs (en coffre, sur la personne ou en tiroir-caisse fermé à clef)	3.000€
Dont dégradations sur les parties extérieures des bâtiments	30.000€
Dommages aux appareils électriques	300.000€
Bris de glaces	60.000€
Pertes de denrées en chambre froide	10.000€
Frais supplémentaires et pertes de recettes d'exploitation	5.000.000€ sur 24 mois
Ouvrages d'art et génie civil	500.000€
Autres dommages matériels (y compris effondrement)	800.000€
Objets de valeur / œuvres d'art	30.000€
Biens en plein air spécifiques (la garantie s'exerce en tous lieux : Stands, chapiteaux, marabouts, estrades, podiums, tentes, abris, chalets, cabanons de Noël et autres structures légères appartenant à la Collectivité ou pouvant être loués, prêtés à des tiers ou par des tiers)	30.000€

3 – Garanties annexes / Frais divers

Les garanties qui suivent sont accordées, avec dérogation à la Règle Proportionnelle, à concurrence des frais réellement engagés, plafonnés aux maximums indiqués au tableau ci-dessous :

Garanties	Capitaux
Perte d'usage	Frais réels à concurrence de 2 années de valeur locative
Perte de loyer	Frais réels à concurrence de 2 années de loyers
Prime assurance Dommages ouvrage, Tous risques chantier	À concurrence de 2,5 % du montant du sinistre bâtiment avec un minimum de 4.500€
Honoraires d'experts	Selon barème indiqué TITRE VI, clause 12
Pertes indirectes	10% forfaitaires, selon dispositions TITRE VI, clause 16
Honoraires de décorateur, de bureau d'étude et de contrôle technique, d'ingénierie	À concurrence de 15 % du montant du sinistre bâtiment
Nota : les honoraires de maîtrise d'œuvre et d'architecte sont compris dans le chiffrage des dommages et des indemnisations.	
Reconstitution supports d'information	À concurrence de 50.000 €

4 – Responsabilités

Tous recours, hors risques locatifs, à concurrence de 10.000.000 €

5 – Franchises

Les franchises appliquées sont mentionnées à l'acte d'engagement.

- Les franchises sont déduites des capitaux mentionnés ci-avant.
- Dommages pris en charge au titre des catastrophes naturelles : par dérogation aux dispositions de l'article D125-5-7 du Code des assurances, il est expressément convenu entre les parties que seule la franchise générale ou spécifique mentionnée à l'acte d'engagement s'applique à ces dommages.
- Les franchises s'appliquent par événement, quel que soit le nombre de bâtiments ou de logements affectés par ce même événement.
- Aucune franchise n'est applicable sur les garanties de recours.

TITRE III – ÉVÉNEMENTS ET RISQUES ASSURÉS

ÉVÉNEMENTS ET RISQUES GARANTIS

Les garanties s'appliquent aux événements ci-après, selon les conditions de garantie propres à chaque événement :

- Incendie, dommages de fumée
- Explosions, chute de la foudre
- Attentats, actes de terrorisme,
- Actes de sabotage, émeutes et mouvements populaires
- Tempête, grêle, neige sur les toitures
- Catastrophes naturelles
- Dégâts des eaux
- Vol et tentative de vol, vandalisme
- Dommages électriques
- Bris de glaces
- Choc de véhicule terrestre
- Risques atomiques
- Chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux

Les garanties sont également accordées pour les extensions et précisions de garantie suivantes :

- Frais supplémentaires et pertes de recettes d'exploitation
- Ouvrages d'art et de génie civil
- Autres dommages matériels
- Pertes de denrées en chambre froide

CONDITIONS DE GARANTIE DES ÉVÉNEMENTS ET DES RISQUES

La garantie est délivrée pour les événements et risques dans les conditions décrites ci-après.

→ INCENDIE, DOMMAGES DE FUMÉE

Sont garantis les dommages résultant d'un incendie, c'est-à-dire d'une combustion avec flammes en dehors d'un foyer normal. Cette garantie s'étend aux dommages occasionnés aux biens assurés par les secours et les mesures de sauvetage résultant d'un sinistre garanti survenu dans les biens de l'assuré ou ceux d'autrui.

Sont également garantis tous les dommages causés aux biens par les fumées ou vapeurs dues à une action soudaine, anormale et/ou accidentelle.

→ EXPLOSIONS, CHUTE DE LA FOUDRE

Sont garanties les explosions de toute nature et notamment des gaz servant au chauffage, à l'éclairage et à la force motrice, de la dynamite, et autres explosifs, de matières ou substances autres que les explosifs proprement dits, ainsi que les conséquences des explosions ou coups d'eau des appareils à vapeur et les dommages causés aux appareils eux-mêmes.

De convention expresse, l'explosion est définie comme une action subite et violente résultant de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeurs, que ceux-ci aient existé avant cette action ou que leur formation leur ait été concomitante.

Les implosions sont garanties au même titre que les explosions.

Sont garantis les dommages résultant de la chute de la foudre qui frappe les biens immeubles et/ou leur contenu tels que définis.

La garantie est étendue aux dommages causés à un bien assuré par la chute de la foudre sur un élément avoisinant.

→ ATTENTATS, ACTES DE TERRORISME

Sont garantis, conformément à l'article L126-2 du Code des assurances :

- Les biens situés sur le territoire national et garantis en incendie par le présent contrat, en cas de dommages matériels directs causés par un attentat ou un acte de terrorisme, tel que défini par les articles 421-1 et 421-2 du Code pénal, subi sur le territoire national.
- La réparation des dommages matériels directs y compris les frais de décontamination et les dommages immatériels consécutifs (assurés au titre de la garantie « Frais annexes »), sont couverts dans les limites d'indemnisation et de franchise fixées au contrat, au titre de la garantie incendie.
- Lorsqu'il est nécessaire de décontaminer un bien immobilier, l'indemnisation des dommages y compris les frais de décontamination, ne peut excéder la somme assurée prévue par le contrat au titre de la garantie incendie pour ce bien.

→ ACTES DE SABOTAGE, ÉMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES

Sont garantis les dommages consécutifs aux actes de sabotages, émeutes et mouvements populaires.

→ TEMPÊTE, GRÊLE, NEIGE SUR LES TOITURES

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens assurés par l'action directe du vent dû aux tempêtes, ouragans ou cyclones, ou dû au choc d'un corps renversé ou projeté par le vent, **lorsque ce phénomène a une force telle qu'il détruit, brise ou endommage un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la commune du risque sinistré ou dans les communes avoisinantes.**

A titre de complément de preuve, et si l'assuré ne peut pas fournir d'attestation indiquant qu'au moins deux autres bâtiments de bonne construction situés dans la commune ou dans les communes avoisinantes ont été endommagés, l'assureur pourra demander à l'assuré, une attestation de la station météorologie nationale la plus proche indiquant qu'au moment du sinistre, le phénomène dommageable avait, pour la région du bâtiment sinistré, une intensité exceptionnelle (vitesse du vent supérieur à 100 km/h).

L'assureur garantit également les dommages matériels causés aux biens assurés par l'action de la grêle et du poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures.

La garantie s'étend en outre aux dommages de mouille causés par la pluie, la neige ou la grêle lorsque cette pluie, cette neige ou cette grêle pénètre à l'intérieur du bâtiment assuré – ou renfermant les objets assurés – du fait de sa destruction partielle ou totale par l'action directe du vent, de la grêle sur les toitures ou de la neige accumulée sur les toitures, et à condition que les dommages de mouille aient pris naissance dans les 96 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment assuré, sauf s'il est prouvé par l'assureur que des mesures de sauvetage auraient pu être mis en œuvre dans les 48 heures.

La garantie est acquise aux bâtiments non entièrement clos et couverts, si ces bâtiments sont construits selon les règles de l'art.

Sont également garanties les toitures spécifiques et notamment les couvertures de type bulle pour autant que ces installations répondent aux règles de l'art et qu'elles aient été conçues par une entreprise spécialisée.

EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie :

- Les dommages de mouille et ceux occasionnés par le vent au contenu des bâtiments non entièrement clos et couverts ;
- Les dommages subis par les bâtiments, et les biens qui y sont enfermés, lorsque la construction ou la couverture comporte, en quelque proportion que ce soit, des matériaux non posés et non fixés selon les règles de l'art, ou lorsque les éléments porteurs ne sont pas ancrés dans le sol selon les procédés préconisés par le fabricant.
- Les dommages subis par les stores, enseignes ou panneaux publicitaires, panneaux solaires, les antennes de radio et de télévision, les fils aériens et leurs supports, et tous objets en plein air sauf s'ils sont conçus pour un usage extérieur.

→ CATASTROPHES NATURELLES

Sont garantis, conformément aux dispositions légales, les dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens assurés ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

La garantie est mise en jeu après publication au Journal officiel de la République française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Sont également couverts les frais de relogement d'urgence des personnes sinistrées dont la résidence principale est rendue impropre à l'habitation pour des raisons de sécurité, de salubrité ou d'hygiène qui résultent de ces dommages matériels directs.

→ DÉGÂT DES EAUX

Sont garantis les dommages accidentels causés par l'action d'un liquide de toute nature, et s'ils en sont consécutifs, l'humidité, la condensation (y compris le bistrage) sur les biens assurés.

La garantie dégâts des eaux est étendue aux inondations de toutes origines et notamment aux refoulements et engorgements des égouts et des conduites souterraines, y compris lorsque ces dommages sont dus à des tempêtes ou indirectement à des eaux de ruissellement des cours, jardins, voies publiques ou privées.

Extensions de garanties

Sont garantis les dommages aux conduites, installations et appareils à effet d'eau, chaudière, détériorés par le gel lorsqu'ils sont situés à l'intérieur des bâtiments normalement chauffés, ou aux conduites et installations extérieures si celles-ci sont installées selon les règles de l'art.

Mesures de prévention :

Dans la mesure où les installations se trouvent dans des locaux inoccupés pendant une période supérieure à un mois, l'assuré devra interrompre la distribution d'eau. Si les locaux ne sont pas chauffés pendant les périodes de gel, les installations de chauffage central non pourvues d'antigel en quantité suffisante seront vidangées, la distribution d'eau sera arrêtée et les conduites et réservoirs seront vidangés. En cas de non-respect de ces mesures de prévention, il ne sera pas appliqué de sanction particulière.

Sont également garanties les pertes d'eau.

Sont garantis, les frais de recherche des fuites ou des infiltrations d'eau consécutives à un événement garanti, occasionnant des frais et dégradations, y compris les travaux de terrassement sur conduites souterraines.

→ VOL ET TENTATIVE DE VOL, VANDALISME

Sont garantis la disparition, la destruction et les détériorations des biens résultant d'un vol ou d'une tentative de vol, commis dans les circonstances suivantes :

- effraction, escalade ou usage de fausses clés ou d'autres instruments,
- introduction clandestine ou maintien clandestin dans les locaux dans lesquels se trouvent les biens assurés,
- vol avec menace ou violence sur des personnes,
- vol pendant un incendie,
- vol survenu au cours d'émeutes ou mouvements populaires.

En cas de vol de clés, sont garantis les frais de remplacement de ces clés et des serrures correspondantes.

L'assureur reconnaît que les moyens de protection existants sont suffisants pour la délivrance de la garantie « vol et tentative de vol ».

Vandalisme

La garantie est étendue aux dommages de vandalisme causés aux biens assurés y compris les biens extérieurs, notamment mobiliers urbains, édifices, monuments.

Fonds et valeurs

La garantie est étendue au vol ou à la tentative de vol de fonds et valeurs :

- sur la personne, dans les circonstances précédentes, mais également en cours de transport, à l'occasion d'un événement affectant le porteur tel que malaise, étourdissement, perte de connaissance, cas de force majeure ou à son domicile ;
- en coffres-forts, meubles et tiroirs caisses, fermés à clé, dans les circonstances précédentes y compris lors de l'enlèvement du contenant.

Les fonds et valeurs sont les espèces monnayées, chèques, billets de banque, timbres fiscaux ou postaux, timbres-amendes, timbres-poste et feuilles timbrées, titres de transport, chèques restaurant, cartes de paiement ou téléphonique, tout autre document tenant lieu de monnaie.

→ DOMMAGES ÉLECTRIQUES

Sont garantis les dommages causés aux appareils et installations électriques, électroniques et informatiques de toute nature, y compris au matériel à l'essai et aux canalisations enterrées ou non, aux transformateurs et moteurs dont la force motrice ne représente pas plus de 2.000 KVA et/ou plus de 2.000 KW, du fait d'accidents d'ordre électrique, y compris les dommages dus par la foudre ou par l'électricité atmosphérique.

EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie :

- Les fusibles, résistances chauffantes, lampes et tubes.
- Les dommages dus directement à l'usure ou à un dysfonctionnement mécanique.
- Les conséquences d'un accident électrique sur les fabrications en cours.

Modalités d'indemnisation

Sinistre partiel : il y a sinistre partiel lorsque le montant des réparations est inférieur à la valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre, vétusté et valeur de sauvetage déduite, du bien sinistré.

Sinistre total : il y a sinistre total lorsque le montant des réparations est au moins égal à la valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre, vétusté et valeur de sauvetage déduite, du bien sinistré.

En cas de sinistre partiel, l'indemnisation retenue est le montant des pièces de rechange, des fournitures, des réparations, auquel s'ajoute les frais de manutention, transport, installation.

En cas de sinistre total, le montant des dommages retenu est la valeur de remplacement à neuf, diminué de la dépréciation due à la vétusté forfaitaire ci-dessous et de l'éventuelle valeur de sauvetage, auquel s'ajoute les frais de manutention, transport, installation.

La vétusté sera déterminée suivant le barème indiqué ci-après. Si le matériel est HS, l'assureur retiendra comme base de calcul, soit la valeur neuve, soit la valeur de remplacement, au plus avantageux pour l'assuré, sans que l'indemnité puisse excéder la valeur de remplacement.

Le coefficient de dépréciation pour vétusté est calculé au jour du sinistre et à compter de la première mise en service ou du dernier remplacement ou rebobinage.

Nature des appareils et installations électrique et électronique	Coefficient de dépréciation par année écoulée	Dépréciation maximum
a) Postes de radio et télévision ; appareils électroniques, appareils producteurs de rayons ionisants ; machines électriques de bureau	10%	80 %
b) Transformateurs statistiques de puissances ; condensateurs immergés	5 %	50 %
c) Machines tournantes autres que celles désignées au paragraphe d)	6%	50%
d) Moteurs et leurs appareillages, non étanches, actionnant des appareils de broyage, mouture, transports de produits pulvérulents ou fonctionnant en atmosphère poussiéreuse, humide ou corrosive	8%	60%
e) Appareils de coupures en général, autres que ceux désignés au paragraphe d) ci-dessus	2.5%	50%
f) Canalisations électriques	2.5%	40%
g) appareils électriques non classés ailleurs (tableaux, pupitres, appareils de mesure et de contrôle, etc)	5%	60%

→ BRIS DE GLACES

Sont assurés le bris, la destruction, la détérioration des produits verriers ou en matière plastique, remplissant les mêmes fonctions constituant la devanture, la clôture, la couverture des locaux, l'agencement intérieur et par assimilation les éléments d'installations sanitaires, les panneaux solaires, les enseignes lumineuses, journaux lumineux, ainsi que les décorations, inscriptions, gravures, poignées de toute nature, détériorés en même temps que l'objet assuré. Il en est de même pour le contenu des locaux et la façade lorsque la détérioration est consécutive à un bris de glaces.

La garantie est étendue aux dommages causés aux biens et marchandises contenus à l'intérieur des locaux, ainsi qu'aux frais de transport et de pose, de clôtures provisoires ou de gardiennage qui seraient rendus nécessaires par ces dommages.

→ CHOC DE VÉHICULE TERRESTRE

Sont garantis les dommages aux biens assurés, causés par le choc d'un véhicule terrestre identifié ou non identifié.

→ RISQUES ATOMIQUES

Sont garantis les dommages ou aggravations des dommages, causés par toute source de rayonnement ionisant utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire sont garantis. Cette clause est applicable à l'ensemble des garanties souscrites.

→ CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AERIENNE ET D'ENGINS SPATIAUX

Sont garantis les dommages matériels directs causés par le choc ou la chute sur les biens assurés de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux ou d'objets tombant de ceux-ci.

TITRE IV – EXTENSIONS ET PRÉCISIONS DE GARANTIES

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES ET PERTES DE RECETTES D'EXPLOITATION

Objet de la garantie

La présente convention concerne l'ensemble des sites qui relèvent de l'administration de l'assuré. Ces garanties sont acquises à la suite des événements assurés par le présent contrat.

La garantie a pour objet de couvrir, à l'occasion d'un sinistre garanti atteignant les biens assurés :

- l'ensemble des frais supplémentaires d'exploitation que l'assuré peut être amené à supporter pour lui permettre de poursuivre l'exercice de ses activités de service public ;
- la baisse du montant des recettes d'exploitation causées par l'interruption ou la réduction des activités pendant la période d'indemnisation prévue.

Indemnisation

Au titre des Frais Supplémentaires d'Exploitation

Les dommages sont constitués de tous les frais exposés par l'assuré (ou pour son compte) d'un commun accord entre les parties, en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du service public et d'en limiter les conséquences à la suite d'un sinistre garanti.

Ils comprennent notamment les frais de prestations extérieures supplémentaires de toute nature, les frais de réinstallation de l'assuré dans de nouveaux locaux, les frais de personnels supplémentaires provoqués par les besoins accrus consécutifs à un sinistre, les loyers supplémentaires correspondant à la location de locaux ou de matériels de remplacement ou de locaux provisoires, les frais postaux, de communication ou de correspondances supplémentaires, les frais supplémentaires de transport, les frais d'entretien, de chauffage, d'éclairage, de fluides, de gardiennage, de surveillance de sécurité des locaux supplémentaires provisoires, les surcoûts d'approvisionnement en matériel, marchandises,....

Au titre des Pertes de recettes d'Exploitation

Les dommages sont constitués par la baisse du montant des recettes causées par l'interruption ou la réduction des activités pendant la période d'indemnisation prévue, déduction faite des charges variables. Ces dernières étant le montant des charges variables affectées au site concerné pour son exploitation, pendant la période considérée et qui n'ont pas été supportées par l'assuré à cause du sinistre.

Le paiement de l'indemnité sera effectué sur justification, production de factures et mémoires relatifs aux frais exposés.

L'assureur, sur demande de l'assuré, libérera l'indemnité par acomptes, au fur et à mesure des frais supplémentaires exposés, sous réserve des justifications prévues ci-dessus.

Montant de la garantie

Le montant de la garantie et la période d'indemnisation sont fixées au paragraphe « Montant des garanties et des franchises ».

Le montant de la garantie pourra éventuellement être reconstitué à la demande de l'assuré, après sinistre, moyennant le paiement d'une prime calculée au prorata temporis jusqu'à l'échéance annuelle suivante du contrat.

Si l'assuré bénéficie par ailleurs d'une garantie des Pertes Indirectes, son montant ne peut en aucun cas être déduit de l'indemnité au titre des Pertes d'Exploitation.

S'ajoute à l'indemnité, les frais et honoraires d'experts que l'assuré peut être amené à engager.

Extensions de garantie

Impossibilité d'accès : Dans le cas où un sinistre se produit non loin des lieux du risque, et aurait pour conséquence d'en gêner ou d'en rendre impossible l'accès, la garantie s'exercerait comme si le sinistre avait touché directement les biens assurés.

Perte d'archives : La garantie est étendue aux frais supplémentaires d'exploitation résultant de l'interruption ou la réduction d'activité de l'assuré par suite de perte ou disparition accidentelle d'archives et/ou de documents nécessaires à l'activité de l'assuré.

Carence du fournisseur d'énergie : Les garanties sont également acquises en cas de carence accidentelle de fourniture d'électricité par le réseau du fournisseur d'énergie. Par carence accidentelle il faut entendre tout arrêt de fourniture d'électricité survenant de manière soudaine, fortuite, imprévisible et extérieure à la volonté de l'assuré.

Fermeture administrative : Les garanties sont également acquises en cas de décision administrative de fermeture.

EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie :

- Les frais de procès et amendes.
- Les dommages directs ou indirects survenus à des biens couverts par une garantie de dommages, les dépenses pour l'achat, la construction ou le remplacement de tous les biens, matériels, à moins qu'ils ne soient effectués dans le but de réduire les conséquences de pertes couvertes par la présente garantie et, dans ce cas, à concurrence des pertes et frais effectivement épargnés.

GARANTIE OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL

Les garanties sont étendues aux ouvrages d'art et de génie civil définis ci-après :

Ouvrages d'art

Les ponts, les passerelles, les tunnels, les couvertures de cours d'eau, les viaducs, les tunnels routiers et ferroviaires, les passages souterrains, les réservoirs, les digues, les barrages de moins de 15 mètres de hauteur et châteaux d'eau, les pontons ainsi que les murs de soutènement ne constituant pas l'accessoire d'un bâtiment et également les ouvrages d'art du réseau routier et autoroutier.

Génie civil

Les usines de traitement d'eau, de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, les installations liées à la distribution d'eau potable ou à l'assainissement (notamment les postes de relevage, les stations de pompage, les stations de surpression, les stations d'épuration, ...) ; les cheminées industrielles, les réfrigérants, les unités de stockage (silos, cuves, réservoirs et citernes), les terrains de sport, aires de jeux, bassins et piscines ayant fait l'objet de travaux de génie civil.

Lorsque ces ouvrages d'art ou de génie civil comportent une partie de bâtiments, ceux-ci sont assurés au titre des garanties de base sur bâtiments.

EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie :

- Les barrages de plus de 15 mètres de hauteur, les structures de téléphériques, des télésièges et des remonte-pentes.
- Les ouvrages d'installations minières, les plates-formes en mer, les ouvrages maritimes, les centrales énergétiques.
- Les couches d'usure du réseau routier et autoroutier, les pistes d'aéroports et d'aérodromes.

AUTRES DOMMAGES MATÉRIELS

La garantie est acquise aux dommages matériels directs subis par les biens assurés, ainsi qu'aux responsabilités, frais supplémentaires et pertes de recettes d'exploitation consécutives à ces dommages, résultant d'événements soudains et imprévus non dénommés dans le contrat.

Cette extension ne peut se substituer aux garanties accordées par ailleurs, ni racheter les exclusions, franchises ou conditions de mise en œuvre des garanties figurant au contrat qui restent intégralement applicables.

EXCLUSIONS

Outre les exclusions précisées par ailleurs, sont exclus de la garantie :

Au titre des biens :

- Les appareils de navigation aérienne, spatiale, maritime, fluviale ou lacustre, le matériel ferroviaire, les véhicules terrestres à moteur soumis à immatriculation, leurs remorques et semi-remorques appartenant à l'assuré.
- Les fonds et valeurs, les objets de valeur.
- Les mines et cavités souterraines, les grottes et les biens qu'elles renferment.
- Les animaux vivants.
- Les biens remis à titre de rançons à la suite de prise d'otage ou de rapt.

Au titre des dommages :

- Les dommages causés par l'effondrement d'un ouvrage ou partie d'ouvrage, en cours de construction.
- Les dommages résultant d'un défaut de réparation indispensable connu de l'assuré avant le sinistre et auquel celle-ci n'aurait pas procédé, sauf cas de force majeure.
- Les dommages aux ouvrages dont sont responsables des constructeurs, fabricants, promoteurs, vendeurs en vertu des articles 1646-1, 1831-1, 1792 et suivants du Code civil (loi n°78.12 du 4 janvier 1978).
- Les dommages et/ou pertes qui sont la conséquence de la mise sous séquestre, saisie, embargo, confiscation, réquisition, destruction ou toute autre mesure ordonnée par des autorités civiles ou militaires.
- Les dommages dus à l'humidité ou à la sécheresse de l'atmosphère, les excès et/ou changement de température, l'immersion, l'envasement, l'ensablement, la poussière, la vapeur, la condensation.
- Les dommages résultant d'évaporation, perte de poids, fonte, érosion, corrosion, oxydation, autocombustion, cavitation, fermentation, entartrement, pourrissement, décomposition, moisissure, putréfaction, rayures, égratignures et râpages, incrustation, contamination, changement ou altération de couleur, de texture, d'apprêt, de saveur, d'odeur ou d'aspect.
- Les dommages subis par les biens assurés à la suite de la prise en masse ou du durcissement des produits ou matières en cours de fabrication ou en cours de traitement.
- Les disparitions, les manquants constatés à l'inventaire, ainsi que les dommages résultant de détournements, abus de confiance, faux en écriture, escroquerie et falsifications.
- Les dommages résultant du sabotage ou de fraude informatique.
- Les dommages résultants d'événements dont le fait générateur est antérieur à la souscription du contrat et dont l'assuré avait connaissance lors de la souscription.
- Les dommages consécutifs aux retards ou carences dans la fourniture des services extérieurs ou d'énergie ou d'eau.

PERTES DE DENRÉES EN CHAMBRE FROIDE

OBJET DE LA GARANTIE

Sont garantis :

- Les pertes ou avaries totales ou partielles, causées aux marchandises entreposées dans les installations frigorifiques par suite de l'élévation ou l'abaissement de température que pourrait résulter, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'assuré, d'une avarie des machines assurant le fonctionnement des installations, d'un arrêt dûment établi du courant électrique ou d'une cause accidentelle quelconque (chute de la foudre, chute de lignes ou poteaux, surtension dans le réseau de distribution, fuite du produit frigorifique).
- Le remboursement des frais raisonnablement engagés par l'assuré ou par un autre prestataire, pour le sauvetage des marchandises entreposées, dans le but de limiter ou d'éviter les conséquences d'un sinistre.

EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie :

- Les pertes et dommages entraînés par la cessation du travail, à la suite de grèves dans l'établissement.
- Les pertes résultant du vice propre ou de la détérioration progressive des marchandises entreposées.
- Les pertes occasionnées par un dérèglement, un dérangement ou un dysfonctionnement non accidentels de l'appareillage.
- Les dommages consécutifs à une coupure d'électricité dont l'origine est le fournisseur d'énergie. Restent toutefois garanties les carences accidentelles de fournitures d'électricité par le réseau du fournisseur d'énergie. Par carence accidentelle, il faut entendre tout arrêt de fourniture d'électricité survenant de manière soudaine, imprévisible, fortuite et extérieure à la volonté de l'assuré.